

Ne battons pas en retraite : toutes et tous en grève le 24 septembre

Il y a l'intox et les faits.

Au nom d'un principe « universel », Macron et son gouvernement proposent de changer totalement le principe de nos retraites. Le montant des pensions de toutes les professions vont diminuer de plusieurs centaines d'euros ! Avec le système à point (un euro cotisé = un point), le calcul de la pension se fait sur toute la carrière (périodes de chômage, congès maladie et maternité...) et non pas sur les 25 meilleures années pour les salariés du privé ou les 6 derniers mois pour les fonctionnaires. L'âge de départ à la retraite ne serait pas touché... mais il faudrait cotiser plus longtemps pour ne pas avoir de diminution de sa pension... et donc partir plus tard. Quelle retraite à la fin ? Aujourd'hui, le calcul est assez simple, mais avec le système Macron-Delevoeye, la valeur du point n'est pas fixe. . . et peut changer. Le gouvernement pourrait décider de baisser la valeur du point ou de la « geler ». . . Il sera impossible de connaître précisément le montant futur de sa pension.

Nous sommes tous et toutes les perdant.e.s de cette réforme. . . sauf les fonds de pension !

Le scénario est écrit à l'avance : avec des pensions moindres, les conditions de vie déjà difficiles pour beaucoup de retraités vont empirer. Mais si vous avez assez d'argent, vous pourrez décider de placer cet argent dans des fonds de pension pour espérer toucher un complément de retraite. C'est le principe de la capitalisation.

Le patronat de ce secteur se frotte les mains : il aura accès à des sommes colossales qu'il placera sur les marchés financiers. C'est du boursicotage avec une recherche toujours plus irraisonnée des profits contre les conditions de travail des salariés toujours plus pressurisés et contre l'équilibre écologique de la planète.

La logique du gouvernement est ultra libérale.

Aujourd'hui, le principe de nos retraites est basée sur la solidarité intergénérationnelle : les actifs et les actives financent les retraites des ainé.e.s. Cela se fait notamment avec les cotisations sociales (que le patronat et les médias nomment injustement « charges »). Si le gouvernement arrêtaient de faire des cadeaux de plusieurs milliards d'euros au patronat en les exonérant de cotisations sociales, le déficit n'existerait pas ! Si les salaires augmentaient, les cotisations aussi, finançant ainsi nos caisses de sécurité sociale ! Mais le patronat veut faire main basse sur cet argent qui sert la solidarité. Le système par point sort de cette solidarité. Chacun et chacune cotise pour soi. Certains prendront des complémentaires et les autres ? Il ne respecte pas non plus les spécificités des métiers et leur pénibilité en effaçant les 42 régimes de retraite. L'espérance de vie n'est pas la même pour tous et pour toutes selon nos métier. La justice, ce n'est pas de niveler par le bas en retirant à certains ce qu'elles et ils, elles ont obtenu par leurs luttes.

UN SYSTÈME DE POINTS POUR MODERNISER LES RETRAITES



La CNT appelle l'ensemble du camp des travailleurs et des travailleuses (salarié.e.s, précaires, la jeunesse et les retraité.e.s) à participer et à amplifier la mobilisation pour la défense de nos retraites mais aussi pour l'obtention de nouveaux acquis.

Repris de l'appel de la FTE : www.cnt-f.org/fte

Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère. De cette société là, on n'en veut pas !

À Marseille, la CNT 13 appelle à participer à la

MANIFESTATION • départ Vieux Port

Mardi 24 septembre 2019 • 10 h 30

Rendez-vous devant le manège, place Général-de-Gaulle

Syndicat des Travailleurs de l'Industrie du Commerce et des Services des Bouches-du-Rhône,
STICS-CNT 13 C/o Mille bâbords • 61 rue Consolat 13001 Marseille • Permanence le 1^{er} mardi du
mois de 17 h à 19 h et le 3^e mardi du mois de 12h à 14 h • stics.13@cnt-f.org • 07 68 48 57 08

